

avancés<sup>2</sup>. C'est en raison de données dépassées que le Yémen démocratique a été exclu de cette liste et M. Ba-Isa espère fermement qu'elle sera rapidement révisée.

53. La délégation du Yémen démocratique appuie fermement la résolution 1818 (LV) du Conseil économique et social portant création de la Commission économique pour l'Asie occidentale qui remplacera le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth. Celui-ci n'était manifestement pas équipé pour s'acquitter de la tâche énorme qu'on attendait de lui et qui est de stimuler le développement économique et social de la région.

54. En ce qui concerne la Stratégie internationale du développement, d'autres délégations ont parlé comme il convient des résultats décevants obtenus jusqu'ici.

<sup>2</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante et unième session, Supplément No 7*, par. 66.

M. Ba-Isa souhaite seulement mettre l'accent sur les responsabilités qui incombent à la plupart des pays industrialisés à économie de marché dont les contributions sont loin d'atteindre le niveau qui avait été fixé. Le représentant du Yémen démocratique approuve la suggestion tendant à affecter un certain pourcentage des dépenses militaires des pays industrialisés au développement économique et social des pays en voie de développement. Enfin, il dit que sa délégation se préoccupe également des activités des sociétés multinationales qui retardent le progrès et le développement des pays où elles opèrent; en outre, pour protéger leurs intérêts, ces sociétés vont jusqu'à usurper l'autorité politique des gouvernements de ces pays et à menacer la liberté et la vie des simples citoyens. Les événements qui se sont déroulés au Chili en sont un exemple frappant.

*La séance est levée à 18 h 25.*

## 1525<sup>e</sup> séance

Vendredi 5 octobre 1973, à 12 h 5.

*Président* : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1525

### *Discussion générale (suite)*

1. M. FONSECA MARTÍNEZ (Colombie) dit que sa délégation approuve bon nombre des observations formulées par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales dans sa déclaration liminaire à la 1516<sup>ème</sup> séance. Etant donné l'importance de plus en plus grande des travaux du Conseil économique et social, la délégation colombienne s'est félicitée de la ratification de l'amendement à l'Article 61 de la Charte des Nations Unies qui a renforcé la position du Conseil et doit lui permettre de s'acquitter plus efficacement de sa tâche dans l'avenir. Toutefois, ce n'est pas en apportant des améliorations au mécanisme interne de l'Organisation des Nations Unies que l'on compensera l'absence, chez les pays industrialisés, de la volonté politique d'éliminer les problèmes du sous-développement. C'est pourquoi la délégation colombienne a une vue pessimiste de la situation économique internationale.

2. Le sous-développement et le retard affectant certaines populations persisteront si l'on n'applique pas de plans de développement industriel de grande portée et si l'on n'améliore pas l'infrastructure économique et sociale. Il faut pour cela que les pays en voie de développement accroissent leur capacité d'exportation et mettent en valeur leurs richesses potentielles susceptibles d'être réparties entre les secteurs les plus pauvres de la société sous forme de salaires et d'aide à l'éducation, à la santé et au logement. La montée des revendications dans les pays du tiers monde exige que l'on réorganise les échanges internationaux pour permettre aux exportations de ces pays d'accéder plus largement aux marchés mondiaux. Il faut reconnaître le droit qu'ont les pays en voie de développement de recouvrer les richesses qu'ils ont abandonnées à l'époque des contrats coloniaux et leur rendre ainsi le

moyen d'exercer leur propre souveraineté. La paix politique et la sécurité internationale ne signifient rien si la paix économique et sociale n'existe pas.

3. Malgré l'échec de la première Décennie des Nations Unies pour le développement, la Colombie a participé avec optimisme à l'établissement de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale]. Bien que les buts et objectifs ne correspondent pas aux souhaits des pays en voie de développement et soient, dans une certaine mesure, conservateurs, la Colombie a accordé son soutien à la Stratégie, considérant que les pays en voie de développement et les pays industrialisés ont, les uns comme les autres, conscience du risque de crise mondiale qu'entraîne l'immense écart entre les nations pauvres et les nations riches et pensant d'autre part que la nouvelle Stratégie offrait quelque espoir. Cependant, les résultats auxquels on est parvenu au cours des trois années écoulées depuis le lancement de la Stratégie sont décevants. La situation des pays en voie de développement s'est dégradée et leurs efforts ont été ruinés par la crise financière des pays industriels. La course aux armements continue à engloutir des ressources considérables que l'on aurait dû utiliser en faveur du développement et, malgré la détente, l'avenir réserve de nouveaux dangers pour les pays plus pauvres.

4. Le taux moyen de croissance annuelle du produit intérieur brut des pays en voie de développement et le taux de croissance du produit intérieur brut par habitant ont diminué au cours des trois dernières années et la situation s'est détériorée en ce qui concerne l'agriculture, les conditions du commerce mondial, les prix, les exportations en provenance des pays en voie de développement et le volume de l'aide internationale

gouvernementale et multilatérale. En outre, le déficit de la dette extérieure des pays en voie de développement s'est accru et ces pays supportent une part substantielle des conséquences de la crise monétaire internationale causée par les pays industrialisés ou leurs agents. Une fois encore, les pays pauvres assistent en témoins impuissants à la prise de décisions fondamentales qui affectent leur existence même. Comme on le déclare dans le préambule de la Stratégie, le progrès économique et social est une responsabilité commune que partage la collectivité internationale tout entière. Les futures négociations commerciales et monétaires seront décisives pour la paix. La Colombie demande aux pays industrialisés de rompre le cercle des nations privilégiées et d'aider à combler l'écart technologique.

5. Les activités des sociétés multinationales sont nuisibles lorsque ces sociétés agissent en dehors des limites de la législation nationale, passent outre à l'ordre juridique international et cherchent à imposer aux pays en voie de développement — et même aux pays développés — des politiques de production et des schémas de consommation qui sont souvent à l'opposé des besoins du pays intéressé. En conséquence, la délégation colombienne attache une importance considérable à l'étude à laquelle travaille le Groupe de personnalités créé par la résolution 1721 (LIII) du Conseil économique et social, qui devrait aboutir à l'adoption de mesures internationales réglementant les activités de ces sociétés et garantissant qu'elles seront soumises à la législation du ou des pays dans lesquels elles opèrent.

6. L'avenir économique du monde en voie de développement dépend d'une politique d'intégration réaliste et harmonieuse, qui exige la création de zones de coopération économique, politique et sociale au sein desquelles les pays en voie de développement dépasseront le stade de la coopération en matière douanière. C'est grâce à l'intégration régionale et sous-régionale que l'on pourra triompher des insuffisances créées au niveau international. Le Groupe sous-régional andin représente le premier effort d'intégration sérieux en Amérique latine. L'objectif des six pays signataires de l'Accord de Carthagène du 26 mai 1969 est d'établir une politique commune de planification industrielle et de développement de l'emploi pour promouvoir le commerce extérieur, remédier aux insuffisances d'infrastructure et réduire les disparités de développement. Ces Etats s'efforcent de parvenir à une véritable intégration économique et sociale tout en respectant le principe du pluralisme idéologique. L'Accord a également pour but de susciter un nationalisme sain en assurant la primauté du capital national dans les entreprises étrangères ou mixtes.

7. Les quelques années qui se sont écoulées depuis la création du Groupe ont, en particulier, enseigné à ses membres qu'aucun effort d'unification ne donnera de résultats s'il ne respecte pas le principe du développement équilibré. Ils ont également découvert que le système d'intégration traditionnel doit garantir que les intérêts des différentes catégories de pays sont protégés de manière adéquate. L'intégration combinée avec d'autres formes de coopération économique, qui deviennent elles-mêmes des instruments d'intégration, et à laquelle s'ajoutent une position unifiée à l'égard des investissements étrangers ainsi qu'une méthode

d'association propre aux sociétés latino-américaines se révèle d'une haute efficacité pour renforcer la capacité de négociation des parties contractantes avec des blocs économiques puissants ou des sociétés multinationales de premier plan. Le reste du monde a répondu de façon dynamique à l'expérience du Groupe andin. Il est de l'intérêt du Groupe andin qu'il contribue de façon décisive à l'objectif d'unité au profit de ses pays membres et de tous les pays en voie de développement. La délégation colombienne espère que l'expérience du Groupe andin servira d'exemple et d'encouragement à d'autres régions du tiers monde.

8. M. OSORIO (Mexique) dit que l'absence de véritables procédures démocratiques dans le système monétaire mondial a entraîné une crise monétaire qui pèse lourdement sur les nations pauvres et réduit à néant les avantages qu'elles retirent de la coopération économique internationale. La crise monétaire et les pressions inflationnistes n'ont pas seulement provoqué des frictions dans les relations économiques internationales, elles ont également fait naître des inégalités sociales à l'échelle nationale en raison de la réduction du pouvoir d'achat de certains secteurs de la population salariée. Toutefois, les nations riches semblent ne pas se soucier des appels en faveur d'une action qui remédierait à l'injustice du système monétaire actuel et elles persistent à concentrer le pouvoir de décision entre les mains des pays qui disposent de réserves monétaires substantielles. Le seul facteur positif est que les pays en voie de développement ont pu exprimer leur opinion sur la question, au sein du Comité des Vingt du FMI, mais le contrôle traditionnel sur les décisions monétaires mondiales est resté inchangé. Ainsi, les pays en voie de développement qui souffrent le plus des effets néfastes du système monétaire international actuel n'ont aucun contrôle réel sur le processus de décision. Comme l'a déclaré le Secrétaire au trésor du Mexique lors de la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI à Nairobi (24-28 septembre 1973), les grandes puissances doivent arriver à comprendre qu'elles appartiennent à l'humanité et non pas que l'humanité leur appartient.

9. Le tiers monde a déjà pris des mesures pour participer activement aux discussions en cours sur les réformes monétaires. Les pays en voie de développement veulent faire en sorte que le nouveau système monétaire mondial soit favorable au développement économique et social dans le monde entier, essentiellement grâce à un mécanisme qui garantirait aux pays en voie de développement un apport croissant et régulier de ressources assurant une croissance économique continue et équilibrée. Il faut reconnaître que si les justes aspirations des pays en voie de développement en ce qui concerne le processus de réforme monétaire ont été reléguées à l'arrière-plan des intérêts des pays développés, un premier pas a été fait puisque les pays industrialisés ont reconnu que les taux de change et les problèmes de balance des paiements intéressent l'ensemble de la communauté internationale et qu'en conséquence le système monétaire international doit servir un but collectif.

10. Le Mexique a approuvé sans réserve la proposition visant à établir un lien entre les droits de tirage spéciaux et le financement du développement. Cependant, si un tel lien permettrait de disposer de ressources supplémentaires, on ne saurait s'attendre qu'il puisse subvenir à lui seul aux exigences du financement

extérieur du développement. Ce rapport doit être complété par une augmentation considérable du financement accordé à des conditions et à des taux d'intérêt adaptés aux besoins particuliers du développement économique. Dans ce contexte, il est des plus importants que l'on respecte l'objectif fixé à 0,7 p. 100 du produit national brut devant être consacré à l'aide officielle au développement au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, d'autant que l'on estime que les pays industrialisés n'atteindront même pas la moitié de cet objectif pendant la période quinquennale en cours.

11. Le Mexique est également d'avis qu'une étude des origines de la crise monétaire internationale visant à déterminer quel mécanisme pourrait éviter la répétition de situations analogues ne devrait pas être fondée sur des indicateurs partiels tels que l'état des réserves internationales ou de la balance commerciale. On doit avoir recours à d'autres indicateurs tels que le comportement de la balance des capitaux et de chaque élément de la balance des paiements, le niveau de l'activité économique, le niveau de l'emploi et de l'indice des prix, et il faut tenir compte de tous les facteurs permettant de déceler l'origine du déséquilibre et les moyens de le corriger. Le nouvel ordre monétaire international devrait être fondé notamment sur le principe selon lequel les pays qui ont jusqu'ici joué le rôle de centres de réserve monétaire ne devraient plus avoir le droit de financer les déficits de leur balance des paiements en accroissant la masse monétaire. Il semble que l'on reconnaisse de plus en plus que la meilleure base de la réforme monétaire devrait être une déontologie du système monétaire international. Une telle déontologie devrait être élaborée progressivement et de telle façon qu'elle assure des ajustements pertinents de la balance des paiements, puisse mettre fin à la propagation internationale de problèmes tels que l'inflation et le chômage et fournisse un mécanisme pour le transfert des ressources vers des pays les plus démunis en quantités et à des conditions pouvant avoir des incidences importantes sur leur développement. En dépit des maigres résultats enregistrés à ce jour, la lutte doit se poursuivre afin qu'à l'avenir un système de prise de décision efficace et démocratique intéressant la situation monétaire internationale puisse être mis en place.

12. C'est dans le domaine des échanges internationaux qu'apparaît le plus clairement le phagocytage international des pays en voie de développement. Après des années de négociations difficiles, le système généralisé des préférences est, à ce jour, la réalisation la plus importante de la nouvelle philosophie du développement. Les puissances mondiales ont officiellement reconnu leur obligation d'accorder un traitement préférentiel au monde en voie de développement. S'ils honorent cet engagement, les négociations commerciales menées dans le cadre du GATT devraient se traduire par un traitement préférentiel accordé aux pays en voie de développement, ce qui n'impliquerait aucune discrimination, ou plutôt injustice, car il ne serait pas juste de considérer que les pays en voie de développement sont sur un pied d'égalité avec les pays développés. Les pays en voie de développement espèrent qu'à l'occasion des négociations du GATT qui doivent avoir lieu en 1974 les pays industrialisés manifesteront leur coopération en accordant des concessions substantielles sans réciprocité et élargiront la portée du système des préférences. Les résultats des précédentes

négociations commerciales internationales, qui ne se sont pas révélés favorables aux pays en voie de développement, ont incité des pays comme le Mexique à réclamer, à l'occasion des négociations en cours, des avantages plus importants pour leur économie. Les pays en voie de développement luttent pour des traitements préférentiels sans réciprocité ni discrimination. Au cours des réunions de travail préalables aux négociations, les pays industrialisés n'ont pas entièrement accepté ces principes. Cependant, le Mexique et la majorité des pays en voie de développement ont décidé de participer aux négociations commerciales dans l'espoir qu'elles seraient susceptibles, en fin de compte, d'aboutir à l'application universelle des principes qu'ils souhaitent voir adopter. Les pays en voie de développement s'efforcent d'obtenir une réduction des droits d'importation appliqués à leurs articles manufacturés et semi-finis sur les marchés des pays développés, ce qui est encore plus important dans le cas des produits agricoles, l'agriculture étant par excellence le secteur vital du commerce extérieur du tiers monde. En conséquence, les pays en voie de développement insistent pour que soit consolidé et étendu le système généralisé des préférences particulièrement grâce à l'élimination des barrières non tarifaires.

13. Il convient de souligner la relation étroite qui existe entre le commerce extérieur et les problèmes monétaires. Une réforme monétaire internationale qui ne tiendrait pas compte des problèmes engendrés par les mesures commerciales restrictives ne saurait espérer promouvoir le développement de l'économie mondiale. Les pays en voie de développement attachent donc un intérêt particulier à la libéralisation du financement à long terme offert par les marchés mondiaux de capitaux et à l'affectation immédiate des liquidités actuellement excédentaires aux pays en voie de développement, en vue de résorber et redistribuer ces liquidités.

14. Les pays en voie de développement sont conscients que leur indépendance politique ne suffit pas à leur assurer une véritable autonomie face aux centres extérieurs de prise de décision. A l'heure actuelle, les pays en voie de développement tels que le Mexique étudient l'importance des sociétés multinationales. En principe, on reconnaît que l'indépendance politique et économique des Etats est susceptible d'être affectée par les activités desdites sociétés et il faudrait donc veiller soigneusement à ce que leurs investissements et leurs opérations encouragent le développement économique et s'adaptent aux objectifs des pays hôtes. Les sociétés multinationales tendent à personifier un nouveau type de domination. Leurs objectifs sont trop souvent contraires aux politiques des pays hôtes. Le fait que les activités des sociétés multinationales peuvent être nuisibles justifie l'élaboration d'une déontologie au niveau national et international afin de protéger les intérêts et les droits des pays en voie de développement. Il faudrait également édicter des règles régissant le transfert des techniques qui accompagnent généralement les investissements privés directs desdites sociétés afin que le transfert des connaissances techniques soit à l'avantage des sociétés intéressées comme les pays hôtes. Il devrait y avoir un organe multilatéral chargé d'étudier et de débattre des problèmes engendrés par les activités des sociétés multinationales. Il faudrait également créer un centre de

documentation internationale ayant trait à ces activités et l'Organisation des Nations Unies devrait accorder une assistance technique qui permette de renforcer la position des pays en voie de développement dans leurs opérations avec ce type de sociétés et d'étudier les possibilités de coordonner toute politique nationale suivie dans ce domaine par les pays en voie de développement. Des tribunaux nationaux devraient pouvoir être saisis des conflits juridiques avec les sociétés multinationales. Saisir les tribunaux étrangers de différends de cet ordre constituerait une restriction inacceptable de la souveraineté nationale. Bref, il faut mettre en place une déontologie applicable aux sociétés multinationales et au transfert de techniques qu'elles assurent, sans nuire à la souveraineté des pays récipiendaires.

15. L'une des tâches les plus importantes de la Commission serait d'étudier les progrès accomplis dans l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats. La délégation mexicaine parlera plus en détail sur ce sujet quand la Commission sera saisie du rapport du Conseil du commerce et du développement, au titre du point 51 de l'ordre du jour. Cette charte vise à instaurer un ordre économique mondial fondé sur la justice sociale à l'échelle internationale. Dans un monde où l'écart entre riches et pauvres ne cesse de s'élargir, la signification traditionnelle de l'équité dans les relations entre les pays n'a plus la même valeur qu'autrefois. Si dans les relations internationales les pays qui se trouvent à des stades différents de développement étaient considérés comme égaux, l'écart entre riches et pauvres ne ferait que se perpétuer; les relations économiques ne seraient fondées sur l'équité que si les pays les moins avancés bénéficient d'un traitement préférentiel. La Charte des droits et des devoirs économiques des Etats constitue un point culminant dans la lutte pour faire admettre une nouvelle philosophie humanitaire du développement. L'idée est de faire de la coopération économique internationale non plus simplement une question de bonne volonté mais de droit. Dans l'avenir immédiat, il faudrait accorder dans les principales tribunes internationales un caractère hautement prioritaire aux efforts déployés pour élaborer cette charte. Comme l'a dit le Ministre des relations extérieures du Mexique, le 3 octobre, devant l'Assemblée générale (2139ème séance plénière), la charte des droits et des devoirs économiques des Etats devrait être adoptée dès que possible.

16. M. SCHRAM (Islande) remercie le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales de son intéressante déclaration liminaire. La situation économique mondiale doit incontestablement susciter des appréhensions quant à son évolution future et aux efforts que déploieront l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales s'occupant de questions économiques. La crise monétaire mondiale persiste, aucun accord n'a été conclu en vue de mettre en place un nouveau système monétaire international, l'inflation est endémique et les méthodes traditionnelles d'y faire face s'avèrent insuffisantes. En outre, aucun accord ne s'est encore fait sur la façon d'aborder les négociations commerciales multilatérales que le GATT vient d'entamer. Le Comité de la planification du développement a fait

remarquer à juste titre à sa neuvième session<sup>1</sup> que "la cause du développement a perdu de son élan" et que la Stratégie "demeure davantage une aspiration qu'une politique". Peu de progrès ont été accomplis dans le transfert des techniques des pays économiquement avancés vers le monde en développement en vue d'accélérer le développement. Pour que la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement ne se solde pas par un échec, il faut accroître considérablement le volume net des ressources financières allant des pays développés aux pays en voie de développement. La crise de plus en plus aiguë que connaissent les pays industrialisés dans le domaine de l'énergie et la situation alimentaire dans le monde sont également une source d'inquiétude profonde.

17. Ce sombre tableau devrait nous amener à revoir l'ensemble des méthodes et des concepts qui ont cours actuellement, à prendre des mesures positives vigoureuses et à intensifier la coopération internationale. Le dispositif est en place; ce qu'il faut, c'est procéder à une nouvelle évaluation des résultats que l'on obtiendra si on ne cherche à apporter aux difficultés actuelles que des solutions traditionnelles. Les concepts périmés et le nationalisme étriqué doivent céder la place à une coopération économique plus étroite et à une participation réelle aux nobles aspirations de la deuxième Décennie.

18. La situation alimentaire dans le monde est peut-être le problème économique le plus grave qui se pose à l'Organisation des Nations Unies. Les stocks alimentaires dans le monde ont atteint leur niveau le plus bas en 20 ans. Quoique la délégation islandaise apprécie pleinement l'importance du rôle joué par le PAM pour réduire les pénuries, il y a lieu de créer une banque alimentaire mondiale pour maintenir le niveau des stocks alimentaires nationaux présents et futurs et réussir ainsi à éviter les risques d'une famine et les catastrophes dus aux mauvaises récoltes et à la sécheresse. Cette banque alimentaire ou réserve mondiale de céréales devrait avoir pour objectif de maintenir 100 millions de tonnes de céréales au moins dans les stocks mondiaux. Comme premier pas, il faudrait que chaque Etat Membre s'engage à appuyer pleinement le plan de sécurité alimentaire minimal préconisé par le Directeur général de la FAO. La délégation islandaise se félicite également de la proposition avancée par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis (2124ème séance plénière) tendant à organiser en 1974 une conférence mondiale sur la situation alimentaire. Cette proposition mérite d'être pleinement appuyée par la Conférence de la FAO à sa dix-septième session, en novembre prochain.

19. Il convient également de se rappeler que les océans constituent un vaste réservoir alimentaire en grande partie incomplètement utilisé, qui, s'il était bien géré, pourrait produire trois à quatre fois plus d'aliments destinés à la consommation humaine qu'il ne le fait actuellement. Cela dépend beaucoup de la mise au point de techniques permettant de puiser de façon raisonnable et rationnelle dans les ressources inexploitées — en empêchant tout d'abord que les stocks de poissons ne s'épuisent du fait que les industries de la pêche de certains pays industrialisés y puisent trop abondamment en utilisant des méthodes

<sup>1</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 5, par. 29 et 30.

implacables. C'est dans ce contexte que la délégation islandaise a proposé, à la première séance du Conseil d'administration du PNUÉ, le 12 juin 1973, qu'une attention particulière soit accordée à la nécessité urgente de gérer les ressources alimentaires des océans de façon responsable et dans l'intérêt de l'humanité entière. L'un des problèmes écologiques les plus urgents est qu'il faut assurer la conservation globale des ressources maritimes au-delà de la juridiction nationale et les gérer rationnellement. En conséquence, la délégation islandaise a demandé au Conseil d'administration un rapport sur ces questions, rapport qui à sa deuxième session servira de base aux débats sur la protection du milieu marin. La délégation islandaise a naturellement pleinement conscience du désir qu'ont les pays en voie de développement de bénéficier des connaissances spécialisées du PNUÉ — tant pour la formation des experts que pour la planification en vue d'assurer un environnement plus pur — et d'éviter ainsi les erreurs commises par les pays industrialisés. Cependant, le Programme devrait également avoir comme objectif essentiel de sauvegarder les ressources naturelles du monde que risque d'épuiser une exploitation à courte vue qui s'inscrit dans la course permanente vers une élévation du niveau de vie.

20. L'activité du Conseil économique et social relative à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles est également très pertinente. Aux termes de sa résolution 1737 (LIV), le Conseil a réaffirmé la résolution 3016 (XXVII) de l'Assemblée générale concernant le droit des Etats à la souveraineté permanente sur toutes leurs ressources naturelles situées sur terre ainsi que sur celles du fond des mers et de leur sous-sol à l'intérieur des limites de leur juridiction nationale et dans les eaux sus-jacentes. Le Conseil a également déclaré que tout acte accompli par un Etat à l'encontre

d'un autre Etat pour porter atteinte au droit inaliénable de ce dernier d'exercer sa pleine souveraineté sur ses ressources naturelles, à la fois sur terre et dans les eaux côtières, ou pour exercer une coercition en vue d'obtenir des avantages de toute autre nature constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies. C'est avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies que sera gagnée la lutte contre la domination étrangère et contre les bénéfices que celle-ci retire du pays hôte au détriment de son bien-être et de sa prospérité. Le fait que les représentants de certains pays industrialisés affirment que les résolutions de l'Organisation des Nations Unies concernant la souveraineté permanente sur les ressources naturelles sont nulles témoigne d'un manque de respect total à l'égard des Nations Unies en tant qu'organisation d'Etats souverains et d'une incompréhension regrettable quant à l'objet même de la lutte que mènent les nations devenues récemment indépendantes pour se faire une vie meilleure. Il est impossible de ne pas reconnaître que l'Organisation des Nations Unies a déclaré sans équivoque une année plus tôt le droit de tout Etat aux ressources maritimes situées dans les eaux sus-jacentes qui, d'un commun accord, est censé s'étendre au moins jusqu'à 200 milles au large de la côte.

21. Grand producteur d'aliments provenant des océans, l'Islande appuie pleinement tous les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies en vue de bannir le spectre de la faim et de la malnutrition dans le monde et elle déclare sa solidarité avec les pays en voie de développement dans la lutte qu'ils mènent pour conquérir leur indépendance et leur sécurité économiques, condition préalable à une paix durable et à la stabilité dans le monde.

*La séance est levée à 13 heures.*

## 1526<sup>e</sup> séance

Vendredi 5 octobre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1526

### Discussion générale (suite)

1. M. SELFÉ (Afrique du Sud) fait observer que le mot détente est revenu bien souvent dans les déclarations. De même, les orateurs successifs ont remarqué qu'un esprit de solidarité grandissant régnait entre les pays du tiers monde et, dans une certaine mesure, au sein de la communauté internationale tout entière. Il semblerait donc que le climat de coopération dont devrait bénéficier le développement se soit amélioré, comme en témoigne la décision prise par la réunion ministérielle du GATT à Tokyo (12-14 septembre 1973) concernant de futures négociations commerciales.

2. Il subsiste toutefois de nombreux problèmes, dont certains paraissent insolubles et on remarque tout au long du rapport du Conseil économique et social sur ses cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions (A/9003) une note de désappointement devant la lenteur des progrès réalisés jusqu'à présent. Cependant, dans

l'ensemble, la situation n'est pas demeurée stationnaire et il ne faut pas céder au découragement, même si les objectifs paraissent encore lointains. Il faut espérer que l'amélioration récente des termes de l'échange obtenus par les pays en voie de développement grâce à l'augmentation de la demande de leurs principaux produits, entraînera, même si le phénomène est passager, une amélioration de leur situation à plus long terme. Comme d'autres délégations, la délégation sud-africaine pense qu'il faut essayer de prévenir les fluctuations brutales du commerce mondial; à cet égard, un système d'accords sur les produits de base a son utilité, et le Gouvernement sud-africain envisage du reste d'adhérer encore à l'un d'entre eux, l'Accord international de 1972 sur le cacao.

3. La situation qui règne dans la région sahélienne montre l'interdépendance des pays et groupes de pays dans un monde où les politiques nationales ont plus que jamais des incidences et des répercussions inter-